

Taxer la malbouffe

Romain Gagnon

Ingénieur et auteur du livre Vivre mince, gourmand et en santé

Édition [du jeudi 5 janvier 2006](#)

La fiscalité d'un pays est aussi révélatrice de ses valeurs sociales que peut l'être l'ADN pour un être vivant. Ainsi aux États-Unis, un citoyen paie moins d'impôt mais reçoit en revanche beaucoup moins de services de l'État. Au Canada et en particulier au Québec, nous avons fait le choix social de se doter d'une panoplie de services sociaux dont un système de santé gratuit. Le coût de ce choix se traduit par une fiscalité plus lourde mais aussi plus sélective. Par exemple, les oeufs ne sont pas taxés, le caviar est taxé aux taux habituels de la taxe de vente, et l'alcool fait l'objet d'une taxe spéciale en sus des taxes de ventes habituelles.

Ces taux variables visent deux objectifs : l'équité sociale et un effet dissuasif. D'une part, on subventionne indirectement les aliments essentiels et d'autre part, on taxe les aliments de luxe et encore davantage les aliments potentiellement nocifs.

L'imposition d'une taxe sur la malbouffe atteindrait simultanément ces deux objectifs en plus de générer des recettes supplémentaires pour l'État. À l'instar du taux d'imposition qui augmente avec le revenu, la délinquance alimentaire serait mise à contribution pour financer l'augmentation des coûts de la santé, ce qui m'apparaît socialement équitable. Par ailleurs, une telle taxe spéciale diminuerait la consommation d'aliments malsains au profit d'aliments sains. Par exemple, si le sirop d'érable artificiel coûtait aussi cher que le naturel, ses ventes chuteraient sûrement.

Qu'une illusion

Les économies que réalisent actuellement les citoyens moins nantis en achetant les substituts industriels des aliments naturels ne sont qu'une illusion, car elles se repayent au centuple en coûts de santé supplémentaires. En effet, traiter le cancer, le diabète et les cardiopathies coûte beaucoup plus cher que les prévenir grâce à une saine alimentation. Comme les soins de santé sont gratuits au pays, ce sont tous les contribuables qui payent la note des délinquants alimentaires. Autrement dit, vos impôts augmentent chaque fois que votre voisine fait ses tartes avec du shortening au lieu de beurre. En effet, le shortening contient des gras trans, lesquels ont un effet dévastateur sur la santé.

Une taxe sur la malbouffe augmenterait les recettes de l'État tout en diminuant les coûts du système d'assurance-maladie sans compter les pertes économiques intangibles

découlant de la maladie comme l'absentéisme au travail. Toutes ces économies dégageraient les fonds nécessaires pour financer des campagnes de sensibilisation mais aussi, et pourquoi pas, augmenter les prestations d'assurance sociale. Ainsi les bénéficiaires auraient désormais les moyens de s'acheter des aliments sains mais hélas plus dispendieux comme des fruits et légumes frais. Par contre, le Mc Donald deviendrait une sortie de luxe réservée aux gens fortunés.

Le taux d'obésité s'accroît vertigineusement dans tous les pays occidentaux avec les États-Unis en tête de peloton. Les coûts de la santé dans ce pays explosent littéralement. Chaque bedaine molle d'adolescent se traduit par un infarctus rendu à l'âge de trente ans. Hélas, notre système de santé canadien est déjà mal en point et ne survivra pas à cette explosion quand l'onde de choc nous atteindra. Après avoir consciencieusement payé leurs impôts toute leur vie, les rares Canadiens qui se rendront à l'âge de la retraite devront continuer de payer, mais cette fois-ci pour leur médecin et leurs médicaments. Le statu quo n'est donc plus une option.

Taxer la matière première

Comment s'y prendre pour taxer la malbouffe ? Au lieu de taxer les aliments vendus au détail, il serait plus simple et efficace de taxer les matières premières malsaines qui composent généralement la malbouffe. Ainsi le mécanisme fiscal actuel pour taxer l'alcool pourrait être adapté pour toutes les substances à index glycémique élevé dont les sucres rapides (sucre blanc, glucose, dextrose, etc.), les farines raffinées (pain blanc, pâtes blanches, riz blanc...), et les céréales transformées (Corn Flakes, Special K, Froot Loops...). Faute d'interdire les gras trans, on pourrait les taxer de la même manière; idem pour les essences artificielles et produits de conservation comme les nitrites. Donc selon cette logique, plus un aliment contiendrait de substances toxiques, plus il coûterait cher.

Depuis 2001, les Américains pourchassent les terroristes à travers le monde. Pourtant les pires terroristes habitent les États-Unis et ne sont nullement importunés par la justice. Ce sont les administrateurs des sociétés agro-alimentaires qui empoisonnent, bon an mal an, plusieurs dizaines de millions d'Américains avec leur malbouffe. Pendant ce temps, les accros de la malbouffe me traitent de «taliban de la santé»...